



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 103 199 030

COMMISSION DES ANTIQUITES DE LA VILLE DE
CASTRES ET DU DEPARTEMENT DU TARN

BULLETIN

1

1878

HARVARD
LAW
LIBRARY

FRB
977/LA
Com



FRANCE
Commission des antiquités de la ville
de Castres et du département du Tarn

× BULLETIN

DE LA

COMMISSION DES ANTIQUITÉS

DE LA

VILLE DE CASTRES

Et du Département du Tarn.

TOME PREMIER — 1^{re} ANNÉE



CASTRES

HUC, Libraire.

|

GRANIER, Libraire.

PARIS

ERNEST THORIN, Libraire-Editeur, rue de Médicis, 7.

A. CLAUDIN, Libraire, rue Guénégaud, 3

MDCCCLXXVIII.

BIBLIOTECA LUCCHINI

2797

N.° 11884 E.

LUCCHINI



DEC 20 1930

DÉPARTEMENT DU TARN

SOUS-PRÉFECTURE DE CASTRES

EXTRAIT

DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU PRÉFET

Nous, Préfet du département du Tarn,

Vu :

La demande formée par plusieurs habitants de la ville de Castres, tendant à être autorisés à former une Société désignée sous la dénomination de : *Commission des Antiquités de la ville de Castres et du département du Tarn*,

Le Règlement et la Liste des Membres fondateurs de la Société,

L'avis de M. le Sous-Préfet de Castres,

L'article 291 du Code pénal, la loi du 10 avril 1834, le décret du 25 mars 1852 et les instructions ministérielles relatives à son exécution,

La dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 22 septembre dernier,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — La formation d'une Société dénommée *Commission des Antiquités de la ville de Castres et du département du Tarn*, est autorisée dans cette ville;

ART. 2. — Les réunions de la Société ne pourront, dans aucun cas, se prolonger au-delà de minuit.

Toutes discussions politiques ou religieuses y sont rigoureusement interdites;

ART. 3. — En cas de contravention de la part des Membres de la Société, aux dispositions de l'article qui précède, la présente autorisation leur sera immédiatement retirée;

ART. 4. — Ampliation du présent arrêté sera transmise par les soins de M. le Sous-Préfet de Castres à M. le Maire de cette ville qui demeure chargé de le notifier aux intéressés et d'en assurer l'exécution.

Fait à Albi, le 6 octobre 1877.

Le Préfet du Tarn,

Signé : PAUL ESTERHAZY.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général,

Signé : LOUVEL.

Pour copie conforme :

Le Sous-Préfet de Castres,

Signé : DURAND.

Pour copie conforme :

Le Maire de Castres,

MILHAU-DUCOMMUN.

V

STATUTS ET RÈGLEMENTS ORGANIQUES

DE LA
COMMISSION DES ANTIQUITÉS

DE LA VILLE DE CASTRES & DU DÉPARTEMENT DU TARN

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le Département du Tarn une Association qui prendra le titre de : *Commission des Antiquités de la Ville de Castres et du Département du Tarn*.

ART. 2. — Son but est de développer autour d'elle le mouvement intellectuel et moral, de veiller à la conservation des monuments de l'Albigeois et du Pays Castrais, et de grouper les hommes qui aiment l'*Histoire* et l'*Archéologie* (1).

ART. 3. — Elle a son siège à Castres (Tarn).

ART. 4. — Elle se compose de vingt membres qui résident à Castres.

ART. 5. — La Commission des Antiquités se divise en :

- 1° Membres d'honneur.
- 2° Membres de droit.
- 3° Membres fondateurs.
- 4° Membres titulaires.
- 5° Membres correspondants.

ART. 6. — Le titre de *Membre d'honneur* est réservé aux sommités de la science française et étrangère.

Sont *Membres de droit* :

- Monseigneur l'Archevêque d'Albi.
- MM. les Sénateurs et Députés du département du Tarn.
- M. le Préfet du Tarn.
- M. le Sous-Préfet de Castres.
- Le Conseil général du Tarn.
- M. le président du Tribunal Civil de Castres.
- M. le président du Tribunal de Commerce de Castres.
- M. le Maire de Castres.
- Le Conseil municipal de Castres.

(1) La Commission des Antiquités s'est transformée, dans sa séance du 15 novembre 1877, en SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE des LETTRES, des SCIENCES et des ARTS du TARN.

Le titre de *Membre fondateur* est réservé aux vingt Sociétaires qui ont fondé la Commission des Antiquités.

Le titre de *Membre titulaire* est réservé à ceux qui dans la suite remplaceront les membres fondateurs.

Le titre de *Membre correspondant* est réservé aux Sociétaires qui résident hors la ville de Castres.

MM. les fonctionnaires du gouvernement, les employés du chemin de fer et les officiers qui habitent la ville pourront être adjoints à la Société sous le titre de *membre correspondant*.

ART. 7. — Les Membres fondateurs et titulaires devront tous habiter la ville de Castres. Ce sont eux qui régissent la Société, donnent l'impulsion aux études, préparent les travaux, publient le *Bulletin* et nomment sur la présentation du Bureau les *membres d'honneur, titulaires et correspondants*; ils ont seuls droit de voter.

ART. 8. — La Société a un Bureau ainsi formé : Un Président, un Secrétaire et un Trésorier.

ART. 9. — Le Président a la police de l'Assemblée; il détermine l'ordre des rapports et des discussions, veille à l'exécution du Règlement et des délibérations, recueille les suffrages; il a voix prépondérante en cas de partage. En son absence, il est remplacé par le Secrétaire.

ART. 10. — Le Secrétaire rédige les délibérations et procès-verbaux, les transcrit sur le registre et les signe avec le président, rend compte des lettres et mémoires adressés à la Société, tient la correspondance, convoque aux séances. Il est en outre chargé de la conservation des livres, papiers, médailles, objets d'histoire, et généralement de tout ce qui compose le mobilier de la Société.

ART. 11. — Le Trésorier tient un compte détaillé des recettes et des dépenses; il doit le produire toutes les fois qu'il en est requis, et le faire apurer dans la première séance de l'année.

ART. 12. — Aucune dépense ne peut être faite sans l'assentiment préalable de la Société, et ne peut être payée par le trésorier que sur un mandat signé par le président, le secrétaire et lui.

ART. 13. — Le Bureau seul a droit de présentation.

ART. 14. — Le Bureau est élu pour trois ans; il est rééligible; l'élection se fera au scrutin secret et à l'unanimité des membres présents.

ART. 15. — Les membres titulaires de la Société sont élus au scrutin secret et à l'unanimité des suffrages (20 boules blanches).

ART. 16. — Tous les membres de la Société, n'importe le titre,

ont droit d'assister aux séances et de lire des mémoires; mais le Bureau reste seul juge si ces travaux doivent être imprimés en tout ou en partie, ou bien être supprimés dans le Bulletin. La mention de ces lectures au procès-verbal est obligatoire.

ART. 17. — Les membres fondateurs et titulaires ont le devoir d'assister à toutes les séances de la Société. Si leur absence est constatée pendant quatre séances consécutives et sans motifs légitimes, leur nom sera rayé de la liste des membres de la Commission et ils seront remplacés.

ART. 18. — Les membres fondateurs ou titulaires s'engagent à écrire au moins un mémoire par an sur les sujets que traite la Société, ou bien à communiquer des pièces et des documents inédits sur l'histoire départementale, ou à provoquer des dons pour le Musée et la Bibliothèque de la Société.

ART. 19. — Les revenus de la Société se composent :

1° Des cotisations annuelles acquittées par les membres fondateurs, titulaires et correspondants;

2° Des allocations qui peuvent lui être accordées par l'État, le département ou la ville;

3° Des dons et legs particuliers;

4° Du prix provenant de la vente du Bulletin.

ART. 20. — La Commission se réunit une fois par mois, à l'Hôtel de Ville de Castres (*salle du Conseil municipal*).

ART. 21. — Si le Bureau le juge convenable ou le croit utile, il peut convoquer les membres de la Société en séance extraordinaire.

ART. 22. — Tout membre qui désire parler ou faire des observations doit commencer par demander la parole au président et attendre de l'avoir obtenue.

ART. 23. — Dès que le président agite la sonnette, toute discussion doit immédiatement cesser.

ART. 24. — La Société se réserve le droit d'exclure de son sein les membres qui auraient cessé d'être dignes d'en faire partie. Le Bureau fera une enquête minutieuse, la soumettra à la Société et prononcera l'exclusion. La décision du Bureau est souveraine, et ses conclusions doivent toujours être acceptées par la Société.

ART. 25. — Les discussions religieuses dogmatiques et les appréciations ou actes politiques sont sévèrement interdits.

ART. 26. — La Société déclare qu'elle n'entend, en aucun cas, prendre la responsabilité des opinions émises dans les travaux qu'elle publie.

ART. 27. — Il sera publié tous les mois, si cela est possible, ou tous les deux mois, un *Bulletin* renfermant les procès-verbaux des

VIII

séances et les mémoires les plus importants des Sociétaires. Ce bulletin sera composé d'une feuille d'impression; il pourra être illustré.

ART. 28. — Le Bulletin sera envoyé à tous les membres de la Société. Il sera mis en vente au siège de la Société. Aucun numéro ne pourra être vendu séparément. Le prix de l'abonnement est fixé à 6 francs par an pour la France et l'Algérie.

ART. 29. — L'auteur d'un mémoire inséré dans le Bulletin de la Société pourra faire exécuter à ses frais un tirage spécial, qui devra porter ce faux titre : *Extrait du Bulletin de la Commission des Antiquités de la Ville de Castres et du département du Tarn* (1).

ART. 30. — La Commission fera l'envoi de ses publications aux Sociétés qui auront été déclarées *Sociétés Correspondantes*.

ART. 31. — La Société fera graver sur le sceau, diplôme et titre du son Bulletin, la tête de Polisson, l'illustre fondateur de l'*Académie de Castres* (1648-1670).

ART. 32. — La *Commission des Antiquités* restera propriétaire du mobilier, des livres, recueils, collections, mémoires, etc., jusqu'au moment où la ville de Castres aura fait construire un Musée spécial qui sera placé sous la direction de la Société, et dont elle aura la clef.

ART. 33. — A ce moment la Société nommera une commission prise dans son sein pour classer et veiller à la conservation des objets qu'elle aura recueillis.

ART. 34. — Si l'administration de la ville de Castres s'opposait à l'exécution des articles 32 et 33, la Société resterait propriétaire de ses collections. Alors seulement, et dans le cas de dissolution, les membres de la Société seraient appelés à retirer le mobilier, livres, recueils, collections, mémoires qu'ils auraient donnés.

ART. 35. — Les membres fondateurs et titulaires ont seuls la faculté d'emporter à domicile les livres qui appartiennent à la Société, à la condition expresse d'en laisser un reçu sur le registre tenu à cet effet par le Secrétaire, et d'opérer eux-mêmes la restitution des ouvrages qui leur auront été confiés.

ART. 36. — Sont exclus de la Société tous les employés salariés de la mairie de Castres, n'importe leur place.

Fait à l'Hôtel de Ville de Castres, dans la salle ordinaire des délibérations de la Commission des Antiquités, le 17 août 1877.

Le Secrétaire,

ALFRED CARAVEN-CACHIN.

(1) Le prix de la feuille d'impression — 16 pages — est fixé à 8 fr. MM. les Membres qui désireraient faire un tirage à part sont priés de prévenir le Secrétaire où d'en donner avis à l'imprimeur.

COMMISSION DES ANTIQUITÉS

DE LA VILLE DE CASTRES

ET DU

DÉPARTEMENT DU TARN

COMPOSITION DU BUREAU

1877-1880

PRÉSIDENT

M. Edmond Labatut, Juge d'instruction.

SECRÉTAIRE

M. Alfred Caraven-Cachin.

TRÉSORIER

M. de Guibert, avocat.

PRÉSIDENT HONORAIRE

M. le Maire de Castres.

MEMBRES D'HONNEUR

MM.

- Le baron Reille (C. *), Sous-Secrétaire d'Etat au Département de l'Intérieur, Député et Membre du Conseil généra' du Tarn.
- Monseigneur Ramadié, Archevêque d'Albi.
- Monseigneur Dupanloup, Evêque d'Orléans et Sénateur.
- De Quatrefages, MEMBRE DE L'INSTITUT et Directeur du Muséum de Paris.

X

Alfred Maury, MEMBRE DE L'INSTITUT et Directeur général des Archives nationales.

Léopold Delisle, MEMBRE DE L'INSTITUT et Administrateur général de la Bibliothèque nationale.

Henri Martin, MEMBRE DE L'INSTITUT et Sénateur.

Ferdinand de Lasteyrie, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Edouard Dulaurier, MEMBRE DE L'INSTITUT.

J. Desnoyers, MEMBRE DE L'INSTITUT et Bibliothécaire du Museum d'Histoire naturelle.

B. Haureau, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Ernest Desjardins, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Charles Blanc, Membre de l'Académie française et de l'Académie des Beaux-Arts, professeur au Collège de France.

Hersart de la Villemarqué, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Fustel de Coulanges, MEMBRE DE L'INSTITUT.

Ch. Giraud, MEMBRE DE L'INSTITUT, Inspecteur général des Facultés de Droit.

E. de Rozière, MEMBRE DE L'INSTITUT et Inspecteur général des Archives.

Caillomer, MEMBRE DE L'INSTITUT et doyen de la Faculté de Droit de Lyon.

Ferdinand Denis, Administrateur de la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Le Docteur Espinasse, Sénateur.

De Voisins-Lavernière, Sénateur.

Humbert, Sénateur.

Bérenger, Sénateur.

Bertauld, Sénateur.

L'Abbé Fabre d'Envieu, professeur à la Faculté de théologie de Paris.

J. Lacointa, avocat général à la Cour de cassation.

C. Demangeat, Conseiller à la Cour de cassation.

Le général de division de Sonis, commandant la 20^e division d'infanterie.

Le général de brigade de Charette.

L'intendant général baron de Séganville.

Le contre-amiral Jaurès, Sénateur.

Bardoux, publiciste et député.

L. Passy, député et membre de la Société des Antiquaires de France.

P. Carrara, sénateur et professeur à l'Université de Pise (Italie).

Alfred Darcel, administrateur de la Manufacture nationale des Gobelins.

Gabriel de Mortillet, professeur d'archéologie préhistorique et attaché au Musée de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).

MEMBRES FONDATEURS

MM.

Azaïs (Louis) archéologue.
 Batut (Arthur) archéologue.
 Belot, juge au Tribunal civil.
 Calderou, archéologue.
 Caraven-Cachin (Alfred).
 Casteras (Paul de) avocat.
 Cornac, professeur de dessin.
 Gouget, numismate.
 Guibert (de), avocat.
 Labatut (Edmond), juge d'instruction.
 Lacger, avocat.
 Lavalette (de), avocat et juge suppléant du tribunal civil.
 Martin (Flavien), avocat,
 Paillé (Louis) *, docteur-médecin
 Prunaire *, commandant au train d'artillerie.
 L'abbé Rouan, supérieur du Petit Séminaire de Castres.
 Séry, notaire.
 Tallhades (Bélisaire), fondateur.
 Vila (Louis) archéologue.
 Valette (Charles) professeur de dessin.

MEMBRES DE DROIT

Monseigneur l'Archevêque d'Albi.
 Messieurs les Sénateurs du Tarn.
 Messieurs les Députés du Tarn.
 Messieurs les Membres du Conseil général du Tarn.
 M. le Préfet du Tarn.
 M. le Sous-Préfet de Castres.
 M. le Président du Tribunal civil de Castres.
 M. le Président du Tribunal de commerce de Castres.
 M. le Maire de Castres.
 Messieurs les Membres du Conseil municipal de Castres.

MEMBRES CORRESPONDANTS

A

Abrial, Conseiller général, de Graulhet.
 Abrial, Conseiller général, de Lautrec.
 Albier, J., Sous-Préfet de Saint-Gaudens (Haute-Garonne), à Tulle (Corrèze).
 Alibert, Pharmacien et Conseiller d'arrondissement, à Roquecourbe.
 Allingrin, notaire, à Murat.
 Aribat, Jean, docteur-médecin, à Castres.
 Astruc, Jules, à Castres.
 Auriac (d'), bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, à Paris.
 Azais, Gabriel, à Béziers.

B

Barbaza, Louis, percepteur, à Puylaurens.
 Barbe, procureur de la République, à Tizi-Ouzou (Algérie).
 Barbey, Conseiller général, à Mazamet.
 Barrau, Albert, manufacturier, à Saix.
 Barrau de Muratel (de), Conseiller général, au Montagnet, par Sorèze.
 Barry, Edward, à Toulouse.
 Barthe, A., à Paris.
 Basset, Ernest, avoué à Castres.
 Bernadou, Joseph, Conseiller général, à Vielmur.
 Bernard, avoué, à Castres.
 Bernet, Conseiller général, à Lavaur.
 Béranguier, Adrien, docteur, à Rabastens.
 Blanc, docteur-médecin, à Pampelonne.
 Bories, Sylvain, chef de division à la Préfecture, à Albi.
 Bories, docteur, à Albi.
 Boissezon (de) Paul, à Gourjade, près Castres.
 Bonaffé, Edmond, à Paris.
 Bonnet, Conseiller général, à Alban.
 Bousquet, géomètre de 1^{re} classe, à Albi.
 Bourdase, inspecteur de l'exploitation des chemins de fer du Midi, à Castres.
 Boutin, Félix, à Bordeaux.
 Briançon, à Crucher-le-Valaïsse (Seine-Inférieure).
 Briguiboul, peintre, à Paris.
 Bru, Edouard, Conseiller général, à Vabre.

C

Cabié, Edmond, à Roqueseriére, par Montastruc.
 Calmés, Conseiller général, à Valence.
 Calvet, docteur-médecin, à Castres.
 Cambon, propriétaire, à Lacauue.
 Cambos, Jules, statuaire, à Paris.
 Carcanade, Eugène, à Castres.
 Cartailhac, Emile, à Toulouse.
 Carles de Carbonnières, Firmin, à Lavaur.
 Caussé, Conseiller à la Cour de Toulouse et Conseiller général du Tarn.
 Cavalié, notaire et Conseiller général.
 Chamard (de), A., à Tulle.
 Chamayou, docteur-médecin, à Rabastens.
 Combes, Louis, conseiller général de Roquecourbe, à Burlats.
 Combes, Isidore, à Burlats.
 Combettes de Labourelie (de), Louis, à Labourelie, près Gaillac.
 Compayré, Gabriel, professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Toulouse.
 Crozes, ancien maire d'Albi.
 Cumenge, Edouard, ingénieur des mines, à Paris.

D

Daguilhon-Laselve, à Lavaur.
 Daguilhon-Pujol, premier Président à la Cour de Pau et Membre du Conseil général.
 Desazars (baron), Procureur de la République, à Albi.
 Du Bernard, Conseiller général, à Brassac.
 Dumond, notaire, à Tulle.

F

Falguerolles (de), Conseiller général, à Puylaurens.
 Falguières, membre du Conseil général, à Gaillac.
 Falguières (de), Albert, à Rabastens.
 Fabre, Conseiller général, à Labruguière.
 Fabre-Dougados, Victor, à Labruguière.
 Fage, René, avocat, et publiciste, à Limoges.
 Fau, Emile, à Saix.
 Feret, notaire à Lacauue.
 Fil, Armand, Conseiller de Préfecture de l'Ariège.
 Fil, Gaston, à Paris.
 Fontan, Alfred, Conservateur des hypothèques, au Vigan.

G

Galtier, avocat, conseiller général, à Murat.
 Galtier de Laroque, à Montredon.
 Gautard, à Mazamet.
 Gelis (de), Conseiller général, à Lisle.
 Genet, Charles, à Albi.
 Gorsse (de), Prosper, ancien maire d'Albi.
 Gorsse (de), Gabriel, Président du Tribunal civil d'Albi.
 Gorsse (de), Prosper, receveur des Domaines, à Mazamet.
 Gorsse, Ramond, ingénieur civil et ancien député, à Albi.
 Gouellain, Gustave, à Rouen.
 Grach-Laprade, ancien proviseur.
 Grellet-Balguerie, juge au Tribunal de Lavaur.
 Groc, à Monestiés.
 Guibal, Georges, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Poitiers.
 Guibaud, avoué, à Castres.

H

Heilles (d'), ancien magistrat, à Lavaur.
 Héral, Conseiller général, de Monestiés.

I

Imart, professeur d'histoire, au Collège de Castres.

J

Jammes de Lagoutine, ancien député, à Mazamet.
 Jammes de Lagoutine, propriétaire, à Mazamet.
 Jolibois, archiviste du département.

L

Lacger (de), Gabriel, à Clôt, près Castres.
 Lafaille, G., publiciste, à Rouen.
 Laferrière, Edouard, maître des requêtes au Conseil d'Etat.
 Lafitte, H., château du Chalais (Charente).
 Lalagadé, docteur-médecin, à Albi.
 Lapanouse (de), maire et conseiller général, à Albi.
 Laremborgue (de), Henri, à Anglès.
 Lartet, Louis, professeur suppléant de géologie à la Faculté des sciences de Toulouse.
 Latour-Déjean, procureur de la République, à Saint-Pons.

Lefort, Joseph, à Paris.
 Léonzan-le-Duc, à Paris.
 Leymerie, professeur de géologie à la Faculté des sciences de Toulouse.
 Lisfranc de Saint-Martin, Alphonse, à Castres.
 Loubers, avocat général, à la Cour de Toulouse.
 Lourdes, Charles, à Mazamet.
 Luizi-Lucchini, publiciste, à Venise (Italie).

M

Madron (de), à Cadalen.
 Maire, Raoul, à Castres.
 Maraval-Bonnery, conseiller d'arrondissement, à Bonnery, p. Brassac.
 Morelli, publiciste, à Pise (Italie).
 Moziman, capitaine de frégate, à Pioch-Saint-James.

N

Naurois (de), à Lacaune.
 Noël, maire de Vaudreuil (Haute-Garonne).
 Noguier, Louis, à Béziers.

O

O'Bryne, Henri, château de Saint-Gery.
 O'Bryne, Edward, château de Saint-Gery.

P

Parayre, à Castres.
 Pémjean, directeur de l'Orphéon castrais.
 Pistouley, colonel, à Verdale.
 Poitevin, botaniste, à Mazamet.
 Poitevin, chimiste, à Mazamet.
 Portes, Barthélemy, à Albi.
 Pradel, Charles, à Puylaurens.
 Prat fils, à Verdale.
 Prestat, procureur de la République, à Melun.
 Prouho, conseiller général, à Rabastens.
 Puissegur (vicomte de), à Rabastens.

R

Raffy, Casimir, à Paris.
 Rascol, docteur-médecin, à Murat.
 Ribereau, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.
 Ricard, Alphonse, à Albi.

XVI

Rigal, docteur-médecin, conseiller général, à Gaillac.
Rivals (de), propriétaire à Lavaur.
Rivenc, notaire, conseiller général, à Cordes.
Rivières (baron de), Edmond, à Albi.
Romanet du Caillaux, publiciste, à Limoges.
Roschach, Ernest, à Toulouse.
Rossignol, E.-A., à Montans.
Rossignol, notaire et conseiller général, à Espérausse.
Rouanet, Jules, à Alger.
Rozy, professeur à la Faculté de droit de Toulouse.

S

Saignette, Paul, principal du Collège de Castres.
Saint-Simon (de), conseiller général, à Cuq-Toulza.
Saint-Vincent (de), conseiller général d'Anglès, à Toulouse.
Salles, Adolphe, membre de l'École polytechnique, à Paris.
Sendral, propriétaire, à Soual.
Sicard, Emile, à Castres.
Solages (marquis de), au château de Verrières, Carmaux.
Sue, Paul, Marseille.

T

Taupiac, L., à Castelsarrasin.
Tilhol, inspecteur d'Académie, à Albi.
Timbal-Lagrave, pharmacien, à Toulouse.
Thiery, avocat, membre du Conseil général, à Réalmont.
Thomas, Frédéric, membre du conseil général du Tarn, à Paris.
Tornier, conseiller général, à Castelnau-de-Montmiral.
Toulouse-Lautrec-Montfa (comte de), au château du Bosc, par Rabastens,

V

Viguié (l'abbé), curé de Paroquial, près Monestiés.
Villeneuve (comte Roger de), à Hauterive près Castres.


Ch. de la 4/30/31



